

Département des Ressources Numériques

PRESTATIONS INTELLECTUELLES EN APPUI DES RESSOURCES NUMÉRIQUES POUR LES BESOINS DU GROUPEMENT DE COMMANDES INFORMATIQUES (NANTES MÉTROPOLE, VILLE DE NANTES ET C.C.A.S.)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

Appel d'offres ouvert
(articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique)

Procédure complètement dématérialisée
<https://marchespublics.nantesmetropole.fr/entreprise>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence
(A.A.P.C.)

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 – FORME DE LA CONSULTATION	3
1.3 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
1.4 – NOMENCLATURES	4
<u>ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>5</u>
2.1 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	5
2.2 - VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES (PSE) ET/OU PRESTATIONS TECHNIQUES ALTERNATIVES (PTA)	5
2.3 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	5
<u>ARTICLE 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 4 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ÉLECTRONIQUES</u>	<u>5</u>
4.1 - CONTENU DE LA CANDIDATURE ÉLECTRONIQUE	6
4.2 – CONTENU DE L'OFFRE ÉLECTRONIQUE	7
<u>ARTICLE 5 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 6 - DOCUMENTS À PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE</u>	<u>9</u>
<u>ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</u>	<u>9</u>

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 - Objet et forme de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet des **prestations intellectuelles en appui des ressources numériques pour les besoins du groupement de commandes informatiques (Nantes Métropole, la Ville de Nantes et son C.C.A.S.)**.

Le département des ressources numériques (D.R.N.) conduit des projets de transformation numérique en réponse aux besoins exprimés par les directions de Nantes Métropole, de la ville de Nantes et de son C.C.A.S. dans le cadre des différentes politiques publiques mais également pour les besoins internes des services.

A titre d'information, le portefeuille des projets pour l'année en cours (2024) se décompose ainsi :

- 600 applications existantes pour lesquelles il convient d'assurer le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité ;
- 254 projets en cours ou à lancer dont plus de 32 projets dits « structurants ».

Au delà de la conduite de projets numériques, le D.R.N. a également besoin de recourir à de l'expertise pour ses différents domaines d'activités, autour notamment de la gestion des infrastructures numériques, des réseaux et des télécommunications et de la gouvernance de la data.

La consultation est lancées au profit d'un groupement de commandes (ci-après « l'acheteur ») constitué autour de la Ville de Nantes, de son C.C.A.S. et de Nantes Métropole.

En sa qualité de coordonnateur, Nantes Métropole est responsable du lancement de la présent consultation, de l'attribution de l'accord-cadre, de son suivi et engage juridiquement par ses décisions l'ensemble des membres du groupement.

Chacun des membres du groupement sera par ailleurs chargé de la passation et de l'exécution de ses propres bons de commande et marchés subséquents.

Les prescriptions techniques sont décrites au C.C.T.P..

1.2 – Forme de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Pour répondre au besoin du groupement de commandes informatiques et dans le but de bénéficier des meilleures compétences et expertises et de faciliter la concurrence via notamment l'accès des TPE, PME aux marchés publics, le marché prendra la forme d'un **accord-cadre alloti multi-attributaire mixte** (bons de commande et marchés subséquents), dénué de tout montant minimum, mais assorti d'un montant maximum arrêté pour toute la durée contractuelle, à **14 950 000 € HT**, et décomposé comme suit

Lot	Désignation	Nombre d'attributaires*	Montant maximum HT sur 4 ans
1	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite de projets informatiques	6	2 000 000 ,00 € dont 1 950 000 € pour NM/ VDN et 50 000 € pour C.C.A.S.
2	Assistance à maîtrise d'œuvre pour la conduite de projets informatiques, le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité du patrimoine applicatif	6	7 000 000,00 € dont 695 000 € pour NM/ VDN et 50 000 € pour C.C.A.S.

3	Conseil et assistance en architectures et infrastructures informatiques	4	2 450 000 €
4	Conseil et assistance en réseaux et télécommunications	4	1 000 000 €
5	Conseil et assistance en ingénierie data et data sciences	4	2 500 000 €

**sous réserve d'un nombre suffisant de candidats*

Cet accord-cadre aura ainsi pour objet de définir les termes régissant les modalités d'exécution des bons de commandes ainsi que des marchés subséquents passés sur son fondement.

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Néanmoins, un même soumissionnaire pourra se voir attribuer plusieurs lots. **Les candidats pourront donc présenter une offre pour un, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.**

1.3 - Conditions de participation des concurrents

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Par ailleurs, il est rappelé que la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sauf à s'inscrire dans l'une des exceptions de l'article R2142-26 du Code de la commande publique.

1.4 – Nomenclatures

Lot	Famille – nomenclature achats interne	Code CPV
1	INS24	72250000-2 – Services de maintenance des systèmes et services d'assistance
2		
3	INS01	72315100-7 – Services d'assistance relative aux réseaux
4	TES05	71316000-6 – Services de conseil en télécommunications
5	INS02	72316000-3 – Services d'analyse de données

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée au C.C.A.P.

2.2 - Variantes et/ou prestations supplémentaires (PSE) et/ou prestations techniques alternatives (PTA)

Les variantes facultatives (à l'initiative du candidat) ne sont pas acceptées.

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

Aucune prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire, au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique, n'est prévue.

Néanmoins, les variantes pourront être autorisées et des prestations supplémentaires ou alternatives pourront être envisagées au titre des consultations des marchés subséquents.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

Article 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (R.C.) et ses annexes « Dématérialisation » et « Contenu du mémoire technique » ;
- l'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe « co-traitance » ;
- le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses deux annexes données ;
- les Cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) : un C.C.T.P. commun et un C.C.T.P. par lot ;
- Le Bordereau de prix unitaires (B.P.U.) assorti d'un détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), de chacun des lots

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **15 jours calendaires** avant la date limite pour la remise des offres. Ce délai court à compter de la date d'envoi par Nantes Métropole des modifications (non compris le jour d'envoi des modifications et la date limite de remise des offres). Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
En complément, il indiquera la répartition du CA de l'entreprise par secteur d'activité des clients (en distinguant la fonction publique) et son évolution au cours des 3 dernières années.
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années (cadre D1 du document DC2* à remplir si utilisation de ce document)
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public). Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
Le candidat fournira une liste de <u>10 références maximum</u> en lien avec l'objet du marché.
En complément, le candidat détaillera au maximum <u>3 des projets</u> au travers d'une note de synthèse ne dépassant pas 3 pages pour chacune des 3 références.
•

*disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

En cas de groupement, ces éléments sont à fournir par chaque co-traitant, excepté l'imprimé DC1 qui n'est à fournir que par le mandataire. De même, dans cette hypothèse, la forme du groupement (soit solidaire, soit conjoint) sera précisée par les soumissionnaires dans le DC1 et l'acte d'engagement ainsi que le nom du mandataire.

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

NOTA : Avant de procéder à l'examen de la candidature, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur pourra décider de demander au candidat de produire ou compléter ces pièces.

4.2 – Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
Les annexes au C.C.A.P. « Données de la collectivité » et « Données personnelles » , dûment complétées
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
<p>Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) :</p> <ul style="list-style-type: none"> le candidat complètera obligatoirement les cadres des bordereaux des prix unitaires (BPU) ; le candidat prendra bien soin d'arrondir tous les prix au centime dans ses bordereaux et de contrôler les bons reports des prix du BPU (pièce contractuelle) vers le DQE, sans omettre les remises et rabais, dans les cas où ils sont applicables ; les bordereaux des prix sont établis sur la base de tableurs et il appartient au candidat de vérifier les formules éventuellement intégrées sur chaque ligne, les formules des sous-totaux, les formules des totaux ou toute autre forme de calcul ; si le candidat a des interrogations sur la méthodologie à utiliser pour renseigner correctement le DQE et les BPU, il adressera ses questions via le profil acheteur, dans les conditions définies à l'article 7 du présent document.
Un mémoire technique comprenant impérativement et <i>a minima</i> les réponses à l'ensemble des éléments listés dans l'annexe au présent RC (cf. RC_Annexe_Contenu_memoire_technique.odt)
Le mémoire technique pourra être complété par tout élément permettant de clarifier l'offre des candidats

Remarque : Seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

Formats électroniques des fichiers du dossier de réponse

Les candidats devront utiliser les formats de fichiers compatibles avec les outils bureautiques de la personne publique.

Il est demandé expressément au candidat de retourner les tableaux financiers (BPU et DQE) dans leur format source et non dans un format image de type PDF par exemple.

Renvoi d'Information

Le candidat se doit de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'il pourrait déceler dans les pièces du présent dossier de consultation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions de l'article R2152-2 du code de la Commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières, à condition, d'une part, qu'elles ne soient pas anormalement basses, et, d'autre part, que cette régularisation n'ait pas pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Article 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : **Aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles.**

Les critères retenus pour le jugement des offres de chacun des lots sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Coefficient
Valeur technique (à l'aune du mémoire technique)	60
Qualité et pertinence des modalités que le candidat se propose d'adopter pour ce qui a trait à l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, appréciées au regard de : <ul style="list-style-type: none"> l'organisation territoriale et interne du candidat et la manière dont cette organisation sera mobilisée pour l'exécution de l'accord-cadre (1 et 2.1 de l'annexe au RC) l'approche du candidat du domaine d'expertise concerné, les méthodologies qu'il entend adopter au titre de l'accord-cadre et des marchés subséquents, les équipements techniques et matériels qu'il entend affecter à la réalisation des prestations, les conditions d'exécution qu'il s'engage à adopter (délais, qualité, transferts de compétences), les facteurs qui, à ses yeux, favoriseront la réussite des missions confiées à son équipes (1 et 2.2 de l'annexe au RC) 	20
Qualité et pertinence de l'équipe que le candidat entend affecter à la réalisation des prestations, appréciées au regard de : <ul style="list-style-type: none"> l'organisation de la structure commerciale sur laquelle le candidat entend se reposer pour assurer l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents (3.1 de l'annexe au RC) la typologie des collaborateurs que le candidat est en mesure de mobiliser (1 et 3.2 de l'annexe au RC) 	25
Qualité et pertinence de Politique de gestion que le candidat entend déployer en matière ds prestations d'assistance technique, appréciées au regard de : <ul style="list-style-type: none"> la politique que le candidat adoptera en matière de recrutement (4.1 de l'annexe au RC) du plan de formation que le candidat se propose de déployer au profit des consultants et collaborateurs potentiellement mobilisables au titre du contrat (4.2 de l'annexe au RC) 	15
Qualité de la démarche numérique responsable que le candidat entend déployer au titre de l'exécution des prestations (2.3 de l'annexe au RC)	15
Prix (à l'aune du montant D.Q.E. et de la moyenne des prix unitaires des profils)	25
À l'aune du montant du D.Q.E.	20

A l'aune de la moyenne des prix unitaires des profils du B.P.U.	5

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires plafonds prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants, singulièrement ceux du D.Q.E., pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées aux articles L2141-7 à L 2141-10 du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements nécessaires complémentaires les candidats devront faire à travers le profil acheteur une demande écrite au plus tard dans le délai de 10 jours avant la remise des offres sur le profil acheteur depuis l'adresse suivante :

<https://marchespublics.nantesmetropole.fr/entreprise>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt : contact.marches@nantesmetropole.fr